

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Vaudreuil-Dorion

Code géographique : 71083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Pilon, FCPA, FCGA, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date

2015-06-05

Signature



TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Vaudreuil-Dorion et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Vaudreuil-Dorion et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Vaudreuil-Dorion inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.



1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A 107797

DATE 2015-06-05

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	49 149 594	52 129 583	52 544 346		52 544 346
Compensations tenant lieu de taxes	2	943 852	969 497	1 073 387		1 073 387
Quotes-parts	3					1 578 503
Transferts	4	3 491 181	1 170 500	1 221 037		1 395 229
Services rendus	5	6 074 140	4 102 264	4 171 298		1 409 675
Imposition de droits	6	3 398 180	3 254 002	3 336 208		
Amendes et pénalités	7	474 332	477 000	579 551		
Intérêts	8	783 395	575 000	761 032		14 160
Autres revenus	9	619 016	71 000	888 760		180 507
	10	64 933 690	62 748 846	64 575 619		4 578 074
Investissement						
Taxes	11	104 573		40 287		
Quotes-parts	12					
Transferts	13	6 222 929		151 250		
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14	12 702		537		
Autres	15	(535 067)	7 175 000	237 990		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	5 805 137	7 175 000	430 064		
	18	70 738 827	69 923 846	65 005 683		4 578 074
Charges						
Administration générale	19	6 799 460	6 949 178	7 062 560	171 596	
Sécurité publique	20	6 368 077	8 188 942	6 673 273	298 718	
Transport	21	11 160 450	9 863 275	8 655 322	5 019 926	4 107 991
Hygiène du milieu	22	9 524 192	9 145 370	8 446 645	4 273 049	
Santé et bien-être	23	634 426	682 807	674 760		51 543
Aménagement, urbanisme et développement	24	2 470 210	2 864 231	2 742 510	19 711	
Loisirs et culture	25	10 382 046	11 732 485	12 919 705	1 176 239	
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	5 496 135	5 564 542	5 635 334		5 945
Amortissement des immobilisations	28	10 534 793	9 916 686	10 959 239	(10 959 239)	
	29	63 369 789	64 907 516	63 769 348		4 165 479
Excédent (déficit) de l'exercice	30	7 369 038	5 016 330	1 236 335		412 595

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 369 038		5 016 330	1 236 335	412 595	1 648 930
Moins: revenus d'investissement	2	(5 805 137 )	(	7 175 000)	(430 064 )	(	430 064)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 563 901		(2 158 670)	806 271	412 595	1 218 866
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	10 534 793		9 916 686	10 959 239	43 906	11 003 145
Produit de cession	5	1 050		5 000	34 094		34 094
(Gain) perte sur cession	6	(1 050)		(5 000)	82 315		82 315
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	10 534 793		9 916 686	11 075 648	43 906	11 119 554
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12				30 000		30 000
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15				30 000		30 000
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	2 076 382			214 699		214 699
Remboursement de la dette à long terme	17	(7 810 256 )	(	8 447 228)	(8 437 573 )	(	8 437 573)
	18	(5 733 874)		(8 447 228)	(8 222 874)		(8 222 874)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(1 688 932 )	(	614 900)	(1 403 770)	(36 288)	(1 440 058)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	220 000			722 949	(61 519)	661 430
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 815 000		1 120 628	1 136 628		1 136 628
Réserves financières et fonds réservés	22	(842 182)		183 484	547 861	(9 373)	538 488
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(2 353)			(1 356)		(1 356)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(498 467)		689 212	1 002 312	(107 180)	895 132
	26	4 302 452		2 158 670	3 885 086	(63 274)	3 821 812
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	5 866 353			4 691 357	349 321	5 040 678

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	5 805 137	7 175 000	430 064		430 064
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(140 779)	(175 000)	(160 187)	()	(160 187)
Sécurité publique	3	(1 274 560)	(1 489 443)	(801 647)	()	(801 647)
Transport	4	(3 764 660)	(17 976 078)	(4 618 943)	(36 288)	(4 655 231)
Hygiène du milieu	5	(16 840 355)	(33 990 043)	(19 157 308)	()	(19 157 308)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(18 685)	(35 000)	()	()	()
Loisirs et culture	8	(3 476 207)	(2 476 000)	(2 070 685)	()	(2 070 685)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(25 515 246)	(56 141 564)	(26 808 770)	(36 288)	(26 845 058)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(285 725)	()	(864 275)	()	(864 275)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	23 871 161	48 351 664	6 701 449		6 701 449
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	1 688 932	614 900	1 403 770	36 288	1 440 058
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	215 114		587 935		587 935
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 208 176		90 230		90 230
Réserves financières et fonds réservés	17	2 701 809		2 674 344		2 674 344
	18	5 814 031	614 900	4 756 279	36 288	4 792 567
	19	3 884 221	(7 175 000)	(16 215 317)		(16 215 317)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	9 689 358		(15 785 253)		(15 785 253)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 369 038		5 016 330		1 236 335	412 595	1 648 930
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(25 515 246 )	(	56 141 564 )	(	26 808 770)	(36 288)	(26 845 058)
Produit de cession	3	1 050		5 000		34 094		34 094
Amortissement	4	10 534 793		9 916 686		10 959 239	43 906	11 003 145
(Gain) perte sur cession	5	(1 050)		(5 000)		82 315		82 315
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(14 980 453)		(46 224 878)		(15 733 122)	7 618	(15 725 504)
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	(37 516)				(14 196)		(14 196)
Variation des autres actifs non financiers	10	(269 408)				(77 683)	1 980	(75 703)
	11	(306 924)				(91 879)	1 980	(89 899)
	12	(7 918 339)		(41 208 548)		(14 588 666)	422 193	(14 166 473)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(7 918 339)		(41 208 548)		(14 588 666)	422 193	(14 166 473)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(141 438 266)				(149 356 605)	1 046 815	(148 309 790)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16							
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(141 438 266)				(149 356 605)	1 046 815	(148 309 790)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(149 356 605)				(163 945 271)	1 469 008	(162 476 263)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	27 055 327	16 256 837	1 095 636	17 352 473
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	28 999 058	28 675 147	2 296 865	30 329 435
Prêts (note 6)	4	511 725	1 346 000		1 346 000
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	1 954 000	1 393 000		1 393 000
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	58 520 110	47 670 984	3 392 501	50 420 908
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	15 614 173	19 972 544		19 972 544
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	16 410 954	17 903 950	1 923 493	19 184 866
Revenus reportés (note 12)	13	521 235	695 355		695 355
Dette à long terme (note 13)	14	175 330 353	173 044 406		173 044 406
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	207 876 715	211 616 255	1 923 493	212 897 171
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(149 356 605)	(163 945 271)	1 469 008	(162 476 263)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	306 302 798	322 035 920	49 956	322 085 876
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	10 879	10 879		10 879
Stocks de fournitures	20	487 164	501 360		501 360
Autres actifs non financiers (note 17)	21	606 932	684 615	1 556	686 171
	22	307 407 773	323 232 774	51 512	323 284 286
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	3 644 933	5 199 778		5 199 778
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	19 233 954	16 796 750	1 470 564	18 267 314
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(2 597 019)	(2 511 453)		(2 511 453)
Financement des investissements en cours	26	(9 019 354)	(24 990 838)		(24 990 838)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	146 788 654	164 793 266	49 956	164 843 222
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	158 051 168	159 287 503	1 520 520	160 808 023

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 369 038	1 236 335	412 595	1 648 930
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	10 534 793	10 959 239	43 906	11 003 145
Autres					
-	3				
- Gain/Perte sur disp. d'actifs	4	(1 050)	82 315		82 315
	5	17 902 781	12 277 889	456 501	12 734 390
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	1 989 940	323 911	(1 105 416)	(888 873)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	2 737 599	1 492 996	(353 451)	1 246 913
Revenus reportés	9	(2 789 073)	174 120		174 120
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(277 000)	561 000		561 000
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(37 516)	(14 196)		(14 196)
Autres actifs non financiers	13	(269 408)	(77 683)	1 980	(75 703)
	14	19 257 323	14 738 037	(1 000 386)	13 737 651
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	25 515 246 ) (	26 808 770 ) (	36 288 ) (	26 845 058)
Produit de cession	16	1 050	34 094		34 094
	17	(25 514 196)	(26 774 676)	(36 288)	(26 810 964)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	285 725 ) (	864 275 ) (	) (	864 275)
Remboursement ou cession	19		30 000		30 000
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	(285 725)	(834 275)		(834 275)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	28 717 470	6 916 148		6 916 148
Remboursement de la dette à long terme	24 (	8 582 044 ) (	9 282 402 ) (	) (	9 282 402)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(5 159 868)	4 358 371		4 358 371
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(46 129)	80 307		80 307
Autres					
-	27				
-	28				
	29	14 929 429	2 072 424		2 072 424
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	8 386 831	(10 798 490)	(1 036 674)	(11 835 164)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	18 668 496	27 055 327	2 132 310	29 187 637
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	27 055 327	16 256 837	1 095 636	17 352 473

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>	<u>Total consolidé¹</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés	
Rémunération	1	12 504 194	13 799 577	12 886 830	13 097 310
Charges sociales	2	3 631 346	4 316 537	4 162 803	4 207 080
Biens et services	3	25 239 658	23 328 955	21 606 267	24 532 428
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	4 996 377	4 987 375	4 965 050	4 965 050
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	359 334	421 167	335 094	335 094
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	140 424	156 000	335 190	341 135
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	4 429 595	5 952 652	4 449 686	2 871 183
Autres	10				
Autres organismes	11	1 506 366	1 943 567	4 010 200	4 944 910
Amortissement des immobilisations	12	10 534 793	9 916 686	10 959 239	11 003 145
Autres					
- Indemnités, mauv. créances, ..	13	27 702	85 000	58 989	58 989
-	14				
-	15				
	16	63 369 789	64 907 516	63 769 348	66 356 324

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	52 129 583	52 584 633	49 254 167
Compensations tenant lieu de taxes	2	969 497	1 073 387	943 852
Quotes-parts	3			
Transferts	4	2 435 683	2 767 516	10 880 474
Services rendus	5	5 066 619	5 580 973	7 356 955
Imposition de droits	6	3 254 002	3 336 208	3 398 180
Amendes et pénalités	7	477 000	579 551	474 332
Intérêts	8	582 453	775 192	801 638
Autres revenus	9	7 247 288	1 307 794	223 007
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	72 162 125	68 005 254	73 332 605
Charges				
Administration générale	12	7 104 814	7 234 156	6 967 538
Sécurité publique	13	8 343 073	6 971 991	6 581 827
Transport	14	16 855 702	16 204 736	18 739 350
Hygiène du milieu	15	13 106 014	12 719 694	13 686 018
Santé et bien-être	16	682 807	726 303	634 426
Aménagement, urbanisme et développement	17	2 885 391	2 762 221	2 494 221
Loisirs et culture	18	12 612 871	14 095 944	11 383 438
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	5 564 542	5 641 279	5 498 285
	21	67 155 214	66 356 324	65 985 103
Excédent (déficit) de l'exercice	22	5 006 911	1 648 930	7 347 502
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		159 159 093	151 811 591
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		159 159 093	151 811 591
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		160 808 023	159 159 093

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	5 006 911	1 648 930	7 347 502
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	56 158 232 ) (	26 845 058 ) (	25 549 978)
Produit de cession	3	5 000	34 094	1 050
Amortissement	4	9 942 773	11 003 145	10 581 642
(Gain) perte sur cession	5	(5 000)	82 315	(1 050)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(46 215 459)	(15 725 504)	(14 968 336)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(14 196)	(37 516)
Variation des autres actifs non financiers	10		(75 703)	(268 350)
	11		(89 899)	(305 866)
	12	(41 208 548)	(14 166 473)	(7 926 700)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(41 208 548)	(14 166 473)	(7 926 700)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(148 309 790)	(140 383 090)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(148 309 790)	(140 383 090)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(162 476 263)	(148 309 790)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014

		2014	2013 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	17 352 473	29 187 637
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	30 329 435	29 440 562
Prêts (note 6)	4	1 346 000	511 725
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	1 393 000	1 954 000
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	50 420 908	61 093 924
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	19 972 544	15 614 173
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	19 184 866	17 937 953
Revenus reportés (note 12)	13	695 355	521 235
Dette à long terme (note 13)	14	173 044 406	175 330 353
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	212 897 171	209 403 714
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(162 476 263)	(148 309 790)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	322 085 876	306 360 372
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	10 879	10 879
Stocks de fournitures	20	501 360	487 164
Autres actifs non financiers (note 17)	21	686 171	610 468
	22	323 284 286	307 468 883
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	160 808 023	159 159 093

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 648 930	7 347 502
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	11 003 145	10 581 642
Autres			
-	3		
- Gain/Perte sur disp. d'actifs	4	82 315	(1 050)
	5	12 734 390	17 928 094
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(888 873)	2 248 130
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 246 913	2 999 127
Revenus reportés	9	174 120	(2 789 073)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	561 000	(277 000)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(14 196)	(37 516)
Autres actifs non financiers	13	(75 703)	(268 350)
	14	13 737 651	19 803 412
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(26 845 058)	(25 549 978)
Produit de cession	16	34 094	1 050
	17	(26 810 964)	(25 548 928)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(864 275)	(285 725)
Remboursement ou cession	19	30 000	
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(834 275)	(285 725)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	6 916 148	28 717 470
Remboursement de la dette à long terme	24	(9 282 402)	(8 582 044)
Variation nette des emprunts temporaires	25	4 358 371	(5 159 868)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	80 307	(46 129)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	2 072 424	14 929 429
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(11 835 164)	8 898 188
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	29 187 637	20 289 449
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	17 352 473	29 187 637

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est un organisme municipal organisé et existant en vertu des lois de la province de Québec. Selon le décret 302-94, les Villes de Vaudreuil et de Dorion se sont regroupées afin de se constituer en la Ville de Vaudreuil-Dorion, le 16 mars 1994.

La Ville de Vaudreuil était constituée en vertu du Bill 148, chapitre 93, le 10 juillet 1963. La Ville de Dorion était constituée en vertu de la loi Georges V, chapitre 59, le 16 mars 1916.

La ville est dirigée par un conseil et elle est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité Régionale de Comté de Vaudreuil-Soulanges, organisme regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. Les dépenses de la M.R.C. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 24% des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 63 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Île et la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion.

Les comptes de la ville, du CIT de la Presqu'Île et de la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas des partenariats. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Île pour l'exercice est de 48,25 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 53,34 % en début d'exercice à 53,72 % à la fin de l'exercice.

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice est de 100 %

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression Administration municipale utilisée réfère à la Ville de Vaudreuil-Dorion excluant l'organisme qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****D) Actifs non financiers**

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût. Les coûts inhérents aux ventes pour taxes, de la date d'adjudication jusqu'à la fin de la période de retrait, ont été considérés.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	15, 30 et 40 ans
Véhicules	5, 7, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	5, 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans

Depuis le 1er janvier 2014, les immobilisations sont amorties à la moitié du taux prévu. Auparavant, les immobilisations étaient amorties au taux prévu.

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le CIT de La Presqu'île est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminée.

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2015 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2014 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge. Des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés en contrepartie. L'excédent du coût peut faire l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

H) Instruments financiers

s.o

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Estimations comptables

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

3. Modification de méthodes comptables

s/o

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	4 040 148	6 060 503
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
L'encaisse affectée comprend les soldes des fonds de roulement, de parcs, terrains de jeux et espaces verts, du fonds de stationnement, l'encaisse affectée du CIT et de la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion.			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	3 164 345	3 445 696
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	17 148 348	17 707 676
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	4 244 950	3 501 722
Organismes municipaux	8	3 257 658	3 002 418
Autres			
- Organismes et individus	9	2 448 256	1 713 358
- Intérêts courus	10	65 878	69 692
	11	30 329 435	29 440 562
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	12 694 368	13 539 197
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	12 694 368	13 539 197
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	144 455	144 020
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Maison Félix-Leclerc, FCVD	19	1 120 000	285 725
- Centre Multidisciplinaire CDJ	20	226 000	226 000
	21	1 346 000	511 725
Note			
Centre Multidisciplinaire de la Cité des Jeunes :			
226 000 \$ taux de base + 1 %, remboursable au plus tard le 31 décembre 2025			
Société de sauvegarde de la mémoire de Félix-Leclerc à Vaudreuil-Dorion :			
1 000 000 \$ taux de base.			
Avance dans le cadre du projet de restauration de la maison en attente du versement des subventions et autres sources de financement. Remboursable sur réception des subventions et autres aides financières ou au plus tard le 12 septembre 2018.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****2014****2013****Festival de Cirque de Vaudreuil-Dorion**

120 000 \$ sans intérêt.

Avance sur l'entente avec le Festival de cirque pour permettre l'acquisition d'un chapiteau. Remboursable sur cinq ans à même les sommes dues annuellement en vertu de l'entente; garantie par une hypothèque mobilière.

7. Placements à long terme

Placements à titre d'investissement

22

Autres placements

23

24

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	1 737 000	2 282 000
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(344 000)	(328 000)
	27	<u>1 393 000</u>	<u>1 954 000</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	2 219 000	1 521 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	30 000	37 000
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	9 822	7 148
Régimes de retraite des élus municipaux	32	69 928	59 158
	33	<u>2 328 750</u>	<u>1 624 306</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note

- 10. Emprunts temporaires**
La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 94 996 927 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel moins 0,5%. Au 31 décembre 2014 les montants utilisés totalisaient 19 972 544 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement permanent de travaux municipaux et d'acquisitions d'immobilisations autorisés par règlements.

De plus, la ville a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 4 000 000\$ au taux préférentiel moins 0,5%. Au 31 décembre 2014 cette marge de crédit n'était pas utilisée.

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	11 085 450	9 773 131
Salaires et avantages sociaux	38	1 766 001	1 743 366
Dépôts et retenues de garantie	39	4 492 405	4 525 007
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus sur dette L-T	42	1 115 288	1 113 962
- Gouv. du Québec (CITPI)	43	698 474	623 801
- Organismes municipaux (CITPI)	44	27 248	158 686
-	45		
-	46		
	47	<u>19 184 866</u>	<u>17 937 953</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014	2013
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	528 065	347 608
Autres			
- Loyers, inscriptions cours,...	50	156 671	151 942
- Excédent actuariel CARRA	51	10 619	21 685
	52	695 355	521 235
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	4,35	2025	2053	53	173 791 000	176 141 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	9 673	25 927
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	173 800 673	176 166 927
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(756 267)	(836 574)
					63	173 044 406	175 330 353

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2014			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2015	64	72	9 539 000	80	89	1 826	97	9 540 826
2016	65	73	9 668 000	81	90		98	9 668 000
2017	66	74	9 531 000	82	91		99	9 531 000
2018	67	75	9 770 000	83	92		100	9 770 000
2019	68	76	9 515 000	84	93		101	9 515 000
2020 et +	69	77	125 768 000	85	94	7 847	102	125 775 847
	70	78	173 791 000	86	95	9 673	103	173 800 673
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	173 791 000	88	96	9 673	105	173 800 673

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106	(162 476 263)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	(162 476 263)
		(148 309 790)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	55 447 314	138	3 233 660	165		192	58 680 974
Eaux usées	111	105 565 414	139	2 160 477	166		193	107 725 891
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	108 332 455	140	2 439 332	167		194	110 771 787
Autres	113	38 808 675	141	1 424 982	168		195	40 233 657
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	9 686 624	143	18 369 057	170		197	28 055 681
Améliorations locatives	116	343 961	144	743	171		198	344 704
Véhicules	117	5 447 120	145	1 211 138	172	177 458	199	6 480 800
Ameublement et équipement de bureau	118	1 774 522	146	177 409	173		200	1 951 931
Machinerie, outillage et équipement divers	119	4 270 411	147	694 088	174	158 918	201	4 805 581
Terrains	120	18 627 075	148	590 128	175		202	19 217 203
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>348 303 571</u>	150	<u>30 301 014</u>	177	<u>336 376</u>	204	<u>378 268 209</u>
Immobilisations en cours	123	<u>79 626 055</u>	151	<u>(3 455 956)</u>	178		205	<u>76 170 099</u>
	124	<u>427 929 626</u>	152	<u>26 845 058</u>	179	<u>336 376</u>	206	<u>454 438 308</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	18 658 656	153	1 428 157	180		207	20 086 813
Eaux usées	126	32 564 768	154	2 666 949	181		208	35 231 717
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	43 393 744	155	3 844 512	182		209	47 238 256
Autres	128	15 901 941	156	1 740 959	183		210	17 642 900
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	4 191 599	158	461 585	185		212	4 653 184
Améliorations locatives	131	220 152	159	114 690	186		213	334 842
Véhicules	132	3 090 330	160	309 925	187	106 475	214	3 293 780
Ameublement et équipement de bureau	133	1 197 529	161	115 910	188		215	1 313 439
Machinerie, outillage et équipement divers	134	2 350 535	162	320 458	189	113 492	216	2 557 501
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>121 569 254</u>	164	<u>11 003 145</u>	191	<u>219 967</u>	218	<u>132 352 432</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>306 360 372</u>					219	<u>322 085 876</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	10 879	10 879
	233	10 879	10 879
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	10 879	10 879

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	592 185	425 608
Frais reportés			
- Rôle triennal + Q-P terrain s.	237	92 430	184 860
- Frais payés d'avance CITPI	238	1 556	
	239	686 171	610 468

Note**18. Obligations contractuelles**

Principaux contrats (avant taxes):

	2015	2016	2017	2018	2019
Loyer Hôtel-de-ville	368 581	125 932	-	-	-
Déchets domestiques	1 414 396	1 456 833	-	-	-
Déneigement secteur urbain	905 606	-	-	-	-
Services d'évaluation foncière	551 154	564 933	579 056	-	-
Festival de cirque	180 000	-	-	-	-
Club de Hockey Les Mustangs de Vaudreuil-Dorion	10 000	10 000	5 000	-	-
Gestion des systèmes d'alarme	3 382	3 467	-	-	-
Location de terrain	19 500	22 000	24 500	25 000	-
Entretien de logiciel	2 870	2 942	3 015	-	-
Licence d'utilisation logiciel	11 500	11 500	11 500	-	-
Classification horticole (Fleurons)	970	970	970	-	-
Vidéotheque nuagique	880	960	-	-	-
Gestion Opti-Centre	10 000	10 000	10 000	10 000	-

Programme d'activités sportives école secondaire de la Cité-des-jeunes

Afin de favoriser la plus large participation possible des jeunes adolescents à la pratique d'activités physiques, la ville s'est engagée à défrayer une partie des frais d'inscription des jeunes résidents au programme d'activités sportives de la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de cinq ans à compter de 2010. Cette entente a été reconduite aux mêmes conditions pour une période supplémentaire de quatre ans.

2015: 35 000 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

2016: 35 000 \$
2017: 35 000 \$
2018: 35 000 \$

Subventions

La ville s'est engagée à verser 5 000 \$ par année pour une période de 5 ans à compter de 2011 à la Fondation du Collège de Valleyfield afin de contribuer à sa campagne de financement majeure.

2015 : 5 000 \$

La ville s'est engagée à verser 16 400 \$ par année pour une période de cinq ans à la Fondation de l'Hôpital du Suroît dans le cadre de sa campagne majeure de financement 2012-2016.

2015: 16 400 \$
2016: 16 400 \$

Un protocole d'entente sur l'utilisation d'un terrain de soccer synthétique a été signé avec la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de 10 ans. La ville s'est aussi engagée pour l'entretien dudit terrain pour la même période pour un montant ne dépassant pas 70 000\$.

La ville s'est engagée à confier la gestion du Centre Multisports à la corporation à but non lucratif nommée Centre multidisciplinaire de la Cité des Jeunes dans un délai de trente (30) jours de la fin des travaux de construction de celui-ci, et ce, pour une période de dix (10) ans. Ce protocole d'entente est renouvelable pour deux (2) périodes de dix (10) ans supplémentaires à certaines conditions. Les honoraires de gestion sont établis également selon les modalités de calcul prévues dans le protocole d'entente signé entre les parties. La gestion du Centre a été confiée à l'organisme le 1er octobre 2012 et les honoraires de gestion prévus pour les cinq prochains exercices sont:

2015: 1 458 331 \$
2016: 1 494 789 \$
2017: 1 532 159 \$
2018: 1 570 463 \$
2019: 1 609 724 \$

La ville s'est engagée à verser une aide financière de 350 000 \$ dans le cadre du projet de restauration de la Maison Félix-Leclerc. Cette aide financière est conditionnelle à la réalisation du projet.

2015: 100 000 \$
2016: 50 000 \$

La ville s'est engagée à verser un montant annuel de 5 000 \$ au Club de Gymnastique Gymini à titre de partenaire performance pour les années 2012 à 2016.

2015: 5 000 \$
2016: 5 000 \$

La ville s'est engagée à verser un montant annuel de 25 000 \$ à la Fondation de la Maison de soins palliatifs de Vaudreuil-Soulanges pour les années 2014 à 2016.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

2015: 25 000 \$
2016: 25 000 \$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Le 2 mai 2006, la ville a obtenu l'approbation de la ministre des Affaires municipales et des Régions pour se rendre caution d'une obligation de 300 000 \$, pour le compte de la Société de Sauvegarde de la mémoire de Félix Leclerc à Vaudreuil-Dorion dans le cadre de l'acquisition d'un site du patrimoine de la maison Félix-Leclerc. Cet immeuble porte le numéro 1 831 576 du cadastre du Québec et est situé au 186, chemin de l'Anse.

En août 2011, la ville a cautionné une marge de crédit pour un montant n'excédant pas 2 000 000 \$, pour le compte du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes.

b) Auto-assurance

s.o.

c) Poursuites

Des contribuables ont signifié des réclamations en dommages-intérêts pour un montant d'environ 5 452 456 \$ dont un montant de 40 917 \$ a été provisionné aux livres afin de pourvoir aux réclamations non couvertes par l'assureur de la ville ou pour lesquelles la ville n'en conteste pas le bien-fondé. Advenant un dénouement défavorable de l'une de ces causes, le montant à payer par la ville serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la ville a financé, à long terme dans la cadre d'un règlement d'emprunt, une somme de 1 600 000 \$ pour une contribution à la construction d'un terrain de soccer synthétique par la Commission scolaire des Trois-Lacs. En 2013, ce financement avait été présenté dans l'excédent d'investissement à des fins fiscales alors que ce financement aurait dû être présenté dans la conciliation à des fins fiscales de l'excédent de fonctionnement.

De même, certaines dépenses engagées par la ville dans le cadre de ce projet, avaient été imputées aux acquisitions d'immobilisations aux fins des loisirs et culture, alors qu'elles auraient dû être comptabilisées aux frais payés d'avance, la contribution ayant été effectuée en 2014 suite à l'approbation des travaux.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans le budget des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S/O

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2014	2013
Encaisse	240	17 352 473	29 187 637
Découvert bancaire	241	()	()
Placements temporaires	242		
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
-	247	()	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253	17 352 473	29 187 637

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

24. Engagements contractuels du CIT de la Presqu'île**Transport en commun**

En juin 2011, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun de minibus à raison d'un minimum de 1 500 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 60,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2014 est de 64,00 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 2 998 639 \$, incluant la clause carburant, en 2014.

En juin 2014, l'organisme a signé un engagement échéant le 31 décembre 2022 avec deux options de renouvellement de trois ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autocar à raison d'un minimum de 2500 heures par an par véhicule pour les trois premiers autocars assignés, au taux horaire de 122,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal. Le taux horaire au 1er janvier 2014 est de 122,50 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 1 000 940 \$, incluant la clause carburant, en 2014.

En décembre 2012, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus urbains à raison d'un minimum de 2 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 99,00 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2014 est de 101,83 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 519 250\$, excluant la clause carburant, en 2014.

Bail

Le CIT s'est engagé conjointement avec un autre organisme, en vertu d'un bail d'une durée de 120 mois se terminant le 31 décembre 2021, avec une option de renouvellement de 3 ans, à verser un montant approximatif de 33 126 \$ par année, représentant sa quote-part de cet engagement, pour la location de ses espaces commerciaux.

Ce montant sera indexé annuellement selon le moins élevé de 3% ou de l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation pour la région métropolitaine de Montréal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

25. États financiers

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées ou modifiées.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 5 199 778	3 644 933
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 18 267 314	20 284 305
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (2 511 453 ) (	2 597 019)
Financement des investissements en cours	4 (24 990 838)	(9 019 354)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 164 843 222	146 846 228
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 160 808 023	159 159 093

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Exercice financier suivant	8 1 120 628	1 120 628
-	9	
- Prog. rénov. bâtiments anciens	10 50 000	50 000
- Immeubles municipaux	11 9 451 594	9 541 824
- Actif/avantages sociaux futurs	12 1 393 000	1 954 000
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 12 015 222	12 666 452
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- CITPI	18 352 683	
-	19	
-	20	
	21 352 683	
Réserves financières		
- Réserves financières CITPI	22 1 059 724	1 050 351
- Fondation du Maire V-D	23 58 157	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 1 117 881	1 050 351
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 1 480 720	1 818 925
Fonds parcs et terrains de jeux	29 1 620 898	1 435 478
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 8 261	6 195
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 790 605	630 942
Financement des activités de fonctionnement	33 754 668	2 434 176
Autres		
- Fonds de stationnement	34 126 376	241 786
-	35	
-	36	
-	37	
	38 4 781 528	6 567 502
	39 18 267 314	20 284 305

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (4 681) ()	(6 037)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () ()	()
Autres		
-	51 () ()	()
-	52 () ()	()
	53 (4 681) ()	(6 037)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () ()	()
Autre financement	55 (2 506 772) ()	(2 590 982)
	56 (2 511 453) ()	(2 597 019)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 187 967	1 199 162
Investissements à financer	58 (25 178 805) ()	(10 218 516)
	59 (24 990 838)	(9 019 354)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 322 085 876	306 360 372
Propriétés destinées à la revente	61 10 879	10 879
Prêts	62 1 346 000	511 725
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 323 442 755	306 882 976
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 173 044 406	175 330 353
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 756 267	836 574
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (12 694 368) ()	(13 539 197)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 (2 506 772) ()	(2 590 982)
	71 158 599 533	160 036 748
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73 158 599 533	160 036 748
	74 164 843 222	146 846 228

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Vaudreuil-Dorion parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final. Ce salaire final est calculé comme étant égal à la moyenne des six années les mieux rémunérées du participant. La dernière évaluation actuarielle a été produite au 31 décembre 2013.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants s'élèvent à 5.0 % du salaire. Un ajustement à la cotisation salariale est prévu pour les années 2013 à 2027. Cet ajustement est de 1% en 2013, 2% en 2014 et 3 % de 2015 à 2027. Les cotisations annuelles de la Ville ne peuvent être inférieures à un montant égal aux cotisations totales des participants. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2 % du salaire final pour chaque année de participation.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs)
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

une assemblée)

Pour le service postérieur

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi.
- Partage à 50 / 50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité
- Partage à 50 / 50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité)

Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées

La municipalité et ses entités consolidées participent à un régime de retraite qui est visé par la Loi et ce régime est admissible au report. Les incidences de ces modifications pour la municipalité aux résultats de 2014 sont résumées ci-après :

- Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs (a) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : s.o.
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : s.o.
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : s.o.
- Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle (b) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : (67 000 \$)
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : 67 000 \$
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Partage du déficit des participants retraités (c) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : aucune
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : aucune
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Plafond du service courant (d) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : s.o.
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : s.o.
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Partage du service courant (e) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : s.o.
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : s.o.
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Partage du déficit lié au service postérieur (e) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : aucune
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : aucune
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Cotisation au fonds de stabilisation (e) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : aucune
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : aucune
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Grand total des incidences (f) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : (67 000 \$)
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : 67 000 \$
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune

(a) Cette mesure n'a aucune incidence pour la municipalité puisqu'aucun des régimes ne prévoit une indexation automatique des rentes ou une prestation additionnelle.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

- (b) Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse, s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées. Pour les régimes avec report, le coût est établi en considérant la valeur minimale entre la situation financière selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 et le meilleur estimé de la situation financière au 31 décembre 2014, obtenue par extrapolation de l'obligation au titre des prestations constituées du 31 décembre 2013 et en considérant la valeur réelle de l'actif au 31 décembre 2014.
- (c) Cette mesure n'a aucune incidence pour la municipalité puisqu'aucun des régimes ne prévoit une indexation automatique des rentes.
- (d) Comme cette disposition ne prend effet qu'à la fin de la convention en vigueur, elle n'a pas d'incidence sur les coûts de 2014.
- (e) Ces modalités n'ont pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 puisqu'elles ne s'appliquent qu'à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur).
- (f) Lorsqu'applicable, le gain net résultant de l'excédent de l'incidence sur le coût des services passés sur le solde des pertes actuarielles nettes reconnues a été constaté en diminution de la charge d'avantages sociaux futurs à l'état des résultats consolidé.
- (g) Le total des incidences sur le coût des services passés devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 20 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).
- (h) Le total des pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 26 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 2 282 000	1 990 000
Charge de l'exercice	5 (2 219 000)	(1 521 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 674 000	1 813 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>1 737 000</u>	<u>2 282 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 22 794 000	18 855 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>24 625 000</u>)	(<u>23 687 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (<u>1 831 000</u>)	(<u>4 832 000</u>)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>3 568 000</u>	<u>7 114 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 1 737 000	2 282 000
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>1 737 000</u>	<u>2 282 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 22 794 000	18 855 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>24 625 000</u>)	(<u>23 687 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>1 831 000</u>)	(<u>4 832 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 3 007 000	1 633 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (67 000)	
	21 <u>2 940 000</u>	<u>1 633 000</u>
Cotisations salariales des employés	22 (1 601 000)	(564 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 1 339 000	1 069 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 570 000	343 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 67 000	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 976 000</u>	<u>1 412 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 1 294 000	1 100 000
Rendement espéré des actifs	34 (1 051 000)	(991 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 243 000	109 000
Charge de l'exercice	36 <u>2 219 000</u>	<u>1 521 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 599 000	1 396 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (1 051 000)	(991 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 548 000	405 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 2 361 000	(3 679 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (935 000)	(485 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 24 957 000	20 398 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 15	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,65 %	5,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,25 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
- Obligation implicite	52 6 000	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	1 56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre actuellement à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance vie des retraités et des personnes à charge pour les retraités actuels et futurs, ainsi que des prestations de soins de santé pour les retraités et les personnes à charge de trois retraités actuels (qui ont pris leur retraite avant le 1er juillet 1998). La Ville paie 100 % des primes pour tous les retraités. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2013.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (328 000)	(313 000)
Charge de l'exercice	58 (30 000)	(37 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 14 000	22 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>344 000</u>)	(<u>328 000</u>)
 Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (360 000)	(383 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 16 000	55 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>344 000</u>)	(<u>328 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	11 000	12 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	11 000	12 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	7 000	11 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime		
Autres		
-		
-		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	18 000	23 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	12 000	14 000
Charge de l'exercice	30 000	37 000

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	48 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	14

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	3,25 %	3,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	6,70 %	8,10 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	5,10 %	6,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	2020	2020
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Ce régime est offert par le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île à ses employé(e)s. Celui-ci prend la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6% du salaire brut de l'employé. La dépense du CIT est représentée par la cotisation qu'il a versé.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>9 822</u>	<u>7 148</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	<u>9</u>	<u>9</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>17 466</u>	<u>14 356</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	58 862	48 380
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	11 066	10 778
98	<u>69 928</u>	<u>59 158</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	173 800 673
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	25 178 809
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	798 866
Débiteurs	8	12 694 368
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	187 967
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	185 298 281
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	185 298 281
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	766 946
Communauté métropolitaine	18	314 501
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	186 379 728
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	186 379 728
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2014	2014	2014	2013	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	39 736 859	39 875 786	39 875 786	36 995 082
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	1 815 509	1 854 343	1 854 343	1 344 200
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	41 552 368	41 730 129	41 730 129	38 339 282
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	4 637 567	4 799 085	4 799 085	4 690 109
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13				
Autres					
-Installations U.V.	14	16 800	25 314	25 314	15 120
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	140 000	154 197	154 197	135 952
Service de la dette	18	5 782 848	5 835 621	5 835 621	5 969 131
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20		40 287	40 287	104 573
	21	10 577 215	10 854 504	10 854 504	10 914 885
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	10 577 215	10 854 504	10 854 504	10 914 885
	26	52 129 583	52 584 633	52 584 633	49 254 167

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	123 801	129 967	130 437
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	1 930	1 512	1 512
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	125 731	131 479	130 437
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	79 532	112 293	79 532
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	717 474	777 458	688 208
	35	797 006	889 751	767 740
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	922 737	1 021 230	898 177
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	22 601	23 964	22 601
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	295	295	295
Taxes d'affaires	43			
	44	22 896	24 259	22 896
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	23 864	27 898	27 898
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	23 864	27 898	27 898
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			22 779
Autres	49			22 779
	50			
	51	969 497	1 073 387	943 852

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		1 395 229	1 138 785
Transport adapté	61	480 000	490 496	514 210
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	8 915	8 460	9 451
Réseau de distribution de l'eau potable	68	9 602	8 799	11 543
Traitement des eaux usées	69	74 251		
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		263 465	233 675
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75	180 000		
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83		624	624
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	315 879	306 701	323 853
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	100 653	112 492	102 418
Autres	88	1 200	30 000	1 423
Réseau d'électricité	89			
	90	1 170 500	1 221 037	2 335 358

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			27 579
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	151 250	151 250	
Traitement des eaux usées	108			6 050 427
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			172 502
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	151 250	151 250	6 250 508

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			2 294 608
	138			2 294 608
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 170 500	1 372 287	2 767 516
				10 880 474

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	206 484	212 151	212 151
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	206 484	212 151	212 151
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	233 000	158 072	158 072
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157		43 332	43 332
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	233 000	201 404	201 404
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	6 000	6 300	6 300
Activités culturelles				
Bibliothèques	177	6 740	6 865	6 865
Autres	178			
	179	12 740	13 165	13 165
Réseau d'électricité	180			
	181	452 224	426 720	426 720

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	140 300	159 927	202 701
Sécurité publique	183	33 100	13 649	26 035
Transport				
Réseau routier	184	65 871	259 398	2 031 179
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		1 028 825	1 282 815
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		380 850	
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	5 212	33 840	40 809
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	170 000	208 830	204 041
Loisirs et culture	193	3 235 557	3 068 934	3 152 851
Réseau d'électricité	194			
	195	3 650 040	3 744 578	6 940 431
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	4 102 264	4 171 298	7 356 955
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	132 950	273 655	223 154
Droits de mutation immobilière	198	3 120 000	3 060 514	3 174 237
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200	1 052	2 039	789
	201	3 254 002	3 336 208	3 398 180
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	477 000	579 551	474 332
INTÉRÊTS	203	575 000	761 032	801 638
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	5 000	(82 315)	1 050
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	4 075 000	537	12 702
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		52 739	59 165
Autres contributions	210			
Autres	211	3 166 000	1 156 326	150 090
	212	7 246 000	1 127 287	223 007

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	761 120	774 717	16 225	790 942	790 942	725 876
Application de la loi	2	266 160	400 112		400 112	400 112	345 332
Gestion financière et administrative	3	2 120 670	2 143 077	105 792	2 248 869	2 248 869	2 212 714
Greffe	4	643 511	587 069	612	587 681	587 681	671 749
Évaluation	5	403 668	463 719		463 719	463 719	499 964
Gestion du personnel	6	760 847	733 694	9 703	743 397	743 397	702 525
Autres	7	1 993 202	1 960 172	39 264	1 999 436	1 999 436	1 809 378
	8	6 949 178	7 062 560	171 596	7 234 156	7 234 156	6 967 538
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 095 216	4 193 169		4 193 169	4 193 169	4 079 906
Sécurité incendie	10	2 840 143	2 252 296	296 648	2 548 944	2 548 944	2 302 234
Sécurité civile	11	93 601	81 563	2 070	83 633	83 633	48 992
Autres	12	159 982	146 245		146 245	146 245	150 695
	13	8 188 942	6 673 273	298 718	6 971 991	6 971 991	6 581 827
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 869 517	3 632 684	4 093 097	7 725 781	7 725 781	9 623 430
Enlèvement de la neige	15	2 022 502	1 817 741	16 460	1 834 201	1 834 201	2 297 933
Éclairage des rues	16	427 027	351 658	802 531	1 154 189	1 154 189	1 113 722
Circulation et stationnement	17	305 698	303 139	106 527	409 666	409 666	457 900
Transport collectif							
Transport en commun	18	3 238 531	2 550 100	1 311	2 551 411	5 080 899	5 246 365
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	9 863 275	8 655 322	5 019 926	13 675 248	16 204 736	18 739 350

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 541 412	2 710 527	610 517	3 321 044	3 321 475
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 005 215	905 305	909 820	1 815 125	1 679 720
Traitement des eaux usées	25	1 075 437	1 001 284	565 035	1 566 319	1 663 729
Réseaux d'égout	26	638 952	616 549	2 164 079	2 780 628	2 742 968
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	741 861	714 097		714 097	1 489 135
Élimination	28	1 015 063	863 761		863 761	983 060
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	769 308	763 798		763 798	782 935
Tri et conditionnement	30					1 841
Matières organiques						
Collecte et transport	31	301 841	137 452	5 521	142 973	148 680
Traitement	32		22 078		22 078	10 328
Matériaux secs	33	5 000	6 764		6 764	70 165
Autres	34		553		553	
Plan de gestion	35	163 258	89 282		89 282	113 882
Autres	36					
Cours d'eau	37	273 877	67 572		67 572	93 384
Protection de l'environnement	38	614 146	547 623	18 077	565 700	584 716
Autres	39					
	40	9 145 370	8 446 645	4 273 049	12 719 694	13 686 018
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	387 529	379 525		379 525	369 919
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	295 278	295 235		295 235	264 507
	44	682 807	674 760		674 760	726 303
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 365 280	2 254 923	19 711	2 274 634	2 103 705
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	493 192	487 333		487 333	388 998
Tourisme	49	5 759	254		254	1 518
Autres	50					
Autres	51					
	52	2 864 231	2 742 510	19 711	2 762 221	2 494 221

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	3 050 500	2 789 142	52 890	2 842 032	2 842 032	2 768 864
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 579 634	1 629 181	213 262	1 842 443	1 842 443	1 736 898
Piscines, plages et ports de plaisance	55	774 806	838 123	39 444	877 567	877 567	570 740
Parcs et terrains de jeux	56	2 546 201	3 853 960	787 206	4 641 166	4 641 166	3 026 425
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	769 281	948 104	896	949 000	949 000	755 930
	60	8 720 422	10 058 510	1 093 698	11 152 208	11 152 208	8 858 857
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	637 068	675 284	3 165	678 449	678 449	579 640
Bibliothèques	62	1 631 129	1 533 392	66 540	1 599 932	1 599 932	1 504 637
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	741 066	652 519	12 836	665 355	665 355	438 120
Autres ressources du patrimoine	64	2 800					2 184
Autres	65						
	66	3 012 063	2 861 195	82 541	2 943 736	2 943 736	2 524 581
	67	11 732 485	12 919 705	1 176 239	14 095 944	14 095 944	11 383 438
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	5 193 202	5 037 804		5 037 804	5 037 804	5 062 304
Autres frais	70	215 340	262 340		262 340	262 340	293 407
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		255 000		255 000	255 000	123 000
Autres	72	156 000	80 190		80 190	86 135	19 574
	73	5 564 542	5 635 334		5 635 334	5 641 279	5 498 285
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	9 916 686	10 959 239	(10 959 239)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Vaudreuil-Dorion (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

 1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A 107797

DATE 2015-06-05

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>52 805 726</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	221 093
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>221 093</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>52 584 633</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	52 584 633
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>221 093</u>
Total partiel		4	<u>52 805 726</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	9 567 726	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	154 197	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		<u>9 721 923</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>43 083 803</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>4 553 877 900</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>4 626 584 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>4 590 231 100</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>43 083 803</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>4 590 231 100</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	[] [] , [9 | 3 | 8 | 6] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 329 000	556 296	849 235
Usines de traitement de l'eau potable	2	18 050 000	14 887 871	6 766 205
Usines et bassins d'épuration	3	11 260 143	3 036 026	7 391 927
Conduites d'égout	4	2 300 000	374 199	1 751 266
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	16 751 078	2 192 150	3 039 182
Ponts, tunnels et viaducs	7	150 000		
Systèmes d'éclairage des rues	8	100 000	417 852	(36 849)
Aires de stationnement	9	224 000	124 993	20 140
Parcs et terrains de jeux	10	2 241 000	1 494 558	2 311 388
Autres infrastructures	11		618 886	199 555
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		94 921	155 192
Édifices communautaires et récréatifs	14	85 000	373 799	518 396
Améliorations locatives	15		743	27 466
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	2 080 443	1 211 138	1 007 906
Ameublement et équipement de bureau	18	175 000	168 940	374 421
Machinerie, outillage et équipement divers	19	395 900	667 013	292 913
Terrains	20		590 128	881 635
Autres	21			
	22	56 141 564	26 808 770	25 549 978

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		344 961	414 364
Usines de traitement de l'eau potable	24		14 887 871	6 766 205
Usines et bassins d'épuration	25		3 036 026	7 391 927
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		1 621 761	2 617 330
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		211 335	434 871
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		374 199	1 751 266
Autres infrastructures	32		3 226 678	2 916 086
Autres immobilisations	33		3 105 939	3 257 929
	34		26 808 770	25 549 978

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	176 141 000	6 916 148	9 266 148	173 791 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	25 927		16 254	9 673
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	176 166 927	6 916 148	9 282 402	173 800 673
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	637 138	287 373	125 645	798 866
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	97 947 461	5 743 844	5 371 960	98 319 345
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	64 043 131	884 931	2 939 968	61 988 094
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	162 627 730	6 916 148	8 437 573	161 106 305
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	13 539 197		844 829	12 694 368
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	13 539 197		844 829	12 694 368
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	13 539 197		844 829	12 694 368
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	13 539 197		844 829	12 694 368
	26	176 166 927	6 916 148	9 282 402	173 800 673
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	176 166 927	6 916 148	9 282 402	173 800 673

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1	519	500	500
Évaluation	2			
Autres	3	437 948	436 137	466 279
Sécurité publique				
Police	4	78 892	78 892	88 594
Sécurité incendie	5	35 734	35 734	28 054
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 596 080	1 578 503	69
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 009 368	834 821	839 576
Cours d'eau	13	255 727	55 887	82 818
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	362 529	354 525	344 919
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	406 932	406 934	312 630
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	476 389	477 808	381 726
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	18 624	17 322	
Activités culturelles	23	273 910	172 623	185 088
Réseau d'électricité				
	24			
	25	5 952 652	4 449 686	2 871 183
				2 730 253

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	43,38	37,50	3 999 814	1 268 985	5 268 799
Professionnels	2					
Cols blancs	3	91,48	35,00	4 260 926	1 351 825	5 612 751
Cols bleus	4	63,18	40,00	3 617 741	1 147 768	4 765 509
Policiers	5					
Pompiers	6	8,86	40,00	602 605	297 630	900 235
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	206,90		12 481 086	4 066 208	16 547 294
Élus	9	9,00		405 744	96 595	502 339
	10	215,90		12 886 830	4 162 803	17 049 633

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11	490 496			490 496
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	8 460			8 460
Réseau de distribution de l'eau potable	13	8 799	151 250		160 049
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	713 282			713 282
	17	1 221 037	151 250		1 372 287

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	400 112	27		53	400 112	79		105	400 112	131
Évaluation	2	463 719	28		54	463 719	80		106	463 719	132
Autres	3	6 198 729	29	171 596	55	6 370 325	81	159 927	107	6 210 398	133
	4	7 062 560	30	171 596	56	7 234 156	82	159 927	108	7 074 229	134
Sécurité publique											
Police	5	4 193 169	31		57	4 193 169	83		109	4 193 169	135
Sécurité incendie	6	2 252 296	32	296 648	58	2 548 944	84	225 800	110	2 323 144	136
Sécurité civile	7	81 563	33	2 070	59	83 633	85		111	83 633	137
Autres	8	146 245	34		60	146 245	86		112	146 245	138
	9	6 673 273	35	298 718	61	6 971 991	87	225 800	113	6 746 191	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	3 632 684	36	4 093 097	62	7 725 781	88	241 606	114	7 484 175	140
Enlèvement de la neige	11	1 817 741	37	16 460	63	1 834 201	89	17 792	115	1 816 409	141
Autres	12	654 797	38	909 058	64	1 563 855	90		116	1 563 855	142
Transport collectif	13	2 550 100	39	1 311	65	2 551 411	91		117	2 551 411	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	8 655 322	41	5 019 926	67	13 675 248	93	259 398	119	13 415 850	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	2 710 527	42	610 517	68	3 321 044	94	184 389	120	3 136 655	146
Traitement des eaux usées	17	905 305	43	909 820	69	1 815 125	95	3 504	121	1 811 621	147
Réseaux d'égout	18	1 001 284	44	565 035	70	1 566 319	96	43 332	122	1 522 987	148
Autres	19	616 549	45	2 164 079	71	2 780 628	97		123	2 780 628	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	1 577 858	46		72	1 577 858	98		124	1 577 858	150
Matières recyclables	21	930 645	47	5 521	73	936 166	99	3 469	125	932 697	151
Autres	22	89 282	48		74	89 282	100		126	89 282	152
Cours d'eau	23	67 572	49		75	67 572	101		127	67 572	153
Protection de l'environnement	24	547 623	50	18 077	76	565 700	102	550	128	565 150	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	8 446 645	52	4 273 049	78	12 719 694	104	235 244	130	12 484 450	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		=	Charges		- Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	379 525	172		187	379 525	202		217		379 525	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218			233
Autres	159	295 235	174		189	295 235	204		219		295 235	234
	160	674 760	175		190	674 760	205		220		674 760	235
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 254 923	176	19 711	191	2 274 634	206	208 830	221		2 065 804	236 26 858
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222			237
Promotion et développement économique	163	487 587	178		193	487 587	208		223		487 587	238
Autres	164		179		194		209		224			239
	165	2 742 510	180	19 711	195	2 762 221	210	208 830	225		2 553 391	240 26 858
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	10 058 510	181	1 093 698	196	11 152 208	211	3 058 542	226		8 093 666	241 1 185 725
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 533 392	182	66 540	197	1 599 932	212	23 557	227		1 576 375	242 48 611
Autres	168	1 327 803	183	16 001	198	1 343 804	213		228		1 343 804	243
	169	12 919 705	184	1 176 239	199	14 095 944	214	3 082 099	229		11 013 845	244 1 234 336
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230			245
	171	47 174 775	186	10 959 239	201	58 134 014	216	4 171 298	231		53 962 716	246 5 635 334

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1		13 825
Charges sociales	2		4 262
Biens et services	3	26 808 770	25 497 159
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	26 808 770	25 515 246

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	3 644 933	8 976 322
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	3 644 933	8 976 322
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	4 691 357	5 866 353
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(722 949)	(220 000)
Activités d'investissement	6	(587 935)	(215 114)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(575 628)	(8 162 628)
Réserves financières et fonds réservés	8	(1 250 000)	(2 600 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	1 554 845	(5 331 389)
Solde à la fin de l'exercice	12	5 199 778	3 644 933
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	12 666 452	7 527 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	12 666 452	7 527 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 136 628)	(1 815 000)
Activités d'investissement	17	(90 230)	(1 208 176)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	575 628	8 162 628
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(651 230)	5 139 452
Solde à la fin de l'exercice	22	12 015 222	12 666 452
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	4 967 502	5 598 781
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	1 600 000	
Solde redressé au début de l'exercice	25	6 567 502	5 598 781
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(547 861)	842 182
Activités d'investissement	27	(2 674 344)	(2 701 809)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	1 250 000	2 600 000
Financement des investissements en cours	29	186 231	228 348
	30	(1 785 974)	968 721
Solde à la fin de l'exercice	31	4 781 528	6 567 502

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(997 019)	(8 390)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(1 600 000)	(888 281)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(2 597 019)	(896 671)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	()	()
Utilisation du fonds général	40	()	()
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres	43	()	()
	44	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	()	()
Autre financement	46	214 699)	(2 076 382)
	47	(214 699)	(2 076 382)
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	1 356	2 353
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	298 909	373 681
	50	300 265	376 034
Solde à la fin de l'exercice	51	(2 511 453)	(2 597 019)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	52	(7 444 722)	(18 480 364)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	(1 574 632)	
Solde redressé au début de l'exercice	54	(9 019 354)	(18 480 364)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	(15 785 253)	9 689 358
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58	(186 231)	(228 348)
	59	(15 971 484)	9 461 010
Solde à la fin de l'exercice	60	(24 990 838)	(9 019 354)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	61	145 214 022	147 068 781
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	1 574 632	888 281
Solde redressé au début de l'exercice	63	146 788 654	147 957 062
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	18 004 612	(1 168 408)
Solde à la fin de l'exercice	67	164 793 266	146 788 654

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>3 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2005-007</u>	2 1 250 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>4 750 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>4 750 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	630 942 9	10	101 142 11	186 231 12	127 710 13	14	790 605
	15	630 942 16	17	101 142 18	186 231 19	127 710 20	21	790 605

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 4 □ 7 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 □ 2 □ 7 □ 1 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 6 □ 4 □ 4 □ 6 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 7 □ 0 □ 8 □ 7 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 1 □ 2 □ 2 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 4 □ 7 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

	Par unité de logement	
Eau	1	|2|7|5| , |0|0| \$
Égout	2	| | | | , | | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | | \$
Matières résiduelles	5	| | | | , | | | | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description		Taux	Code ¹	Préciser
Améliorations locales	de	,0026	1	
Améliorations locales	à	,0350	1	
Améliorations locales	de	,0015	2	
Améliorations locales	à	1,5466	2	
Améliorations locales	de	,5702	3	
Améliorations locales	à	79,8385	3	
Améliorations locales	de	168,3282	4	
Améliorations locales	à	1 064,9942	4	
Améliorations locales	de	,6838	7	pied linéaire
Améliorations locales	à	21,7090	7	pied linéaire
Améliorations locales	de	,0002	7	pied carré
Améliorations locales	à	,0916	7	pied carré
Améliorations locales	de	10,7529	7	acre
Améliorations locales	à	10,7529	7	acre
Taxes d'eau	de	235,0000	4	
Taxes d'eau	à	8 778,0000	4	
Taxe d'eau/compteur (traitée et épurée)		,7460	5	
Taxe d'eau/compteur (traitée)		,4700	5	
Compensation serv. mun	de	,3049	1	
Compensation serv. mun	à	,3480	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	221 093 \$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	122 715 \$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 2555, rue Dutrisac
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 7E6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-3371
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 424-8542
(ind. rég.) (numéro)

Courriel marco.pilon@ville.vaudreuil-dorion.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Marco Pilon, FCPA, FCGA, OMA

Téléphone (450) 455-3371
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 424-8542
(ind. rég.) (numéro)

Courriel marco.pilon@ville.vaudreuil-dorion.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau, Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue Saint-Charles
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Marco Pilon, FCPA, FCGA, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-06-15 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Vaudreuil-Dorion consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Vaudreuil-Dorion détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 648 930 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,9386 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-06-15 15:49:18

Date de transmission au Ministère : 2015/06/15